

*Initiatives ministérielles*

S'il avait les réponses, s'il est responsable de la création de ces emplois, s'il sait quoi faire pour résorber le chômage, c'est le temps de le montrer. Mais il ne le fait pas.

Nous avons eu plusieurs budgets. Nous avons eu l'an dernier, un budget concocté par le ministre des Finances dans lequel il avait prédit que le chômage allait augmenter et il a présenté des mesures qui n'ont eu aucun effet. Le taux de chômage a continué d'augmenter. Voilà maintenant que le ministre se pointe avec un autre budget dépourvu de véritables solutions. La solution du ministre et du gouvernement conservateur, très semblable à celle de tous les autres gouvernements conservateurs du monde entier, les gouvernements de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, la solution du laisser-faire et du laisser-aller économiques, qui consiste à dire que les choses s'arrangeront bien d'elles-mêmes, qu'elles se régleront si le gouvernement s'abstient d'intervenir. Cela n'a jamais été le cas dans ce pays.

Nous avons toujours eu une économie mixte au Canada, un bon équilibre entre le secteur privé et le secteur public. Le secteur privé a prospéré sous une telle politique. Le secteur public s'est occupé de l'enseignement, de la formation, de l'établissement d'infrastructures publiques comme les transports, les aéroports, les chemins de fer, les communications et les autres apports collectifs nécessaires qui ont aidé le secteur privé à jouer son rôle, et c'était sous des gouvernements libéraux, artisans d'une politique d'économie mixte, que nous avons connu les périodes de plus grande prospérité.

Il est vrai que nous nous sommes heurtés à certains problèmes de temps à autre, mais en de telles circonstances, nous n'avons pas pratiqué la politique du laisser-faire, du laisser-aller, nous sommes intervenus.

Que fait le gouvernement dans ce budget pendant que nous sommes en pleine récession? Il réduit de 100 millions de dollars le programme de formation et sabre dans les transferts aux provinces pour l'enseignement postsecondaire, dans les soins de santé, dans les subventions de VIA Rail et ainsi de suite; ce sont justement les domaines où il ne faut pas réduire les dépenses pendant une récession.

Le gouvernement fait valoir qu'à cause du gros déficit, il doit couper les dépenses pour ne pas compromettre l'avenir économique des générations futures. Or certain-

es coupures ne font qu'aggraver le déficit, car elles réduisent la capacité de produire. Réduire les dépenses en matière de formation et d'éducation compromet l'avenir, en réduisant le nombre de travailleurs et de professionnels capables de produire la richesse essentielle à une économie prospère.

Les gouvernements ont tort de diminuer les dépenses en matière de formation et d'éducation, surtout en période de récession. En agissant ainsi, le gouvernement nuit à notre future capacité de production. C'est une façon stupide de régler le problème du déficit, car elle ne fait que l'aggraver.

• (1300)

J'ai parlé jusqu'ici, en termes généraux, de la récession que nous traversons maintenant. Je vais faire une pause maintenant pour décrire la situation à Montréal, ma ville natale, qui a été particulièrement touchée par cette récession.

Montréal a actuellement le plus fort taux de chômage de toutes les agglomérations municipales du Canada. C'est un record dans cette ville. Le taux de chômage est plus élevé actuellement à Montréal que dans n'importe quelle grande ville des provinces de l'Atlantique, qui ont pourtant toujours déploré des taux de chômage élevés en de telles périodes. Montréal a le plus fort taux de chômage et également le plus fort taux de pauvreté de toutes les villes canadiennes.

Des études récentes ont révélé qu'une personne sur deux vivait au-dessous du seuil de la pauvreté à Montréal, soit 290 000 personnes de plus que dans les quatre provinces de l'Atlantique. C'est une situation très grave à laquelle il faudrait remédier.

J'ai posé une question cette semaine au ministre des Finances pour lui demander s'il proposerait un programme de développement commun avec la ville de Montréal et la province de Québec pour remédier à cette situation désastreuse. Il a dit qu'on avait déjà pris des mesures. Eh bien, ces mesures sont périphériques et marginales et elles ne s'attaquent pas vraiment au coeur du problème.

J'aimerais qu'on adopte pour Montréal le genre de programme de développement qui existe pour le Canada atlantique, l'APECA, ou que le gouvernement applique au nord de l'Ontario ou à l'ouest du Canada avec le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest. Montréal a maintenant besoin d'un programme spécial qui serait confié à une institution, pour remédier à la situation dans cette ville causée par la fermeture d'industries importantes.